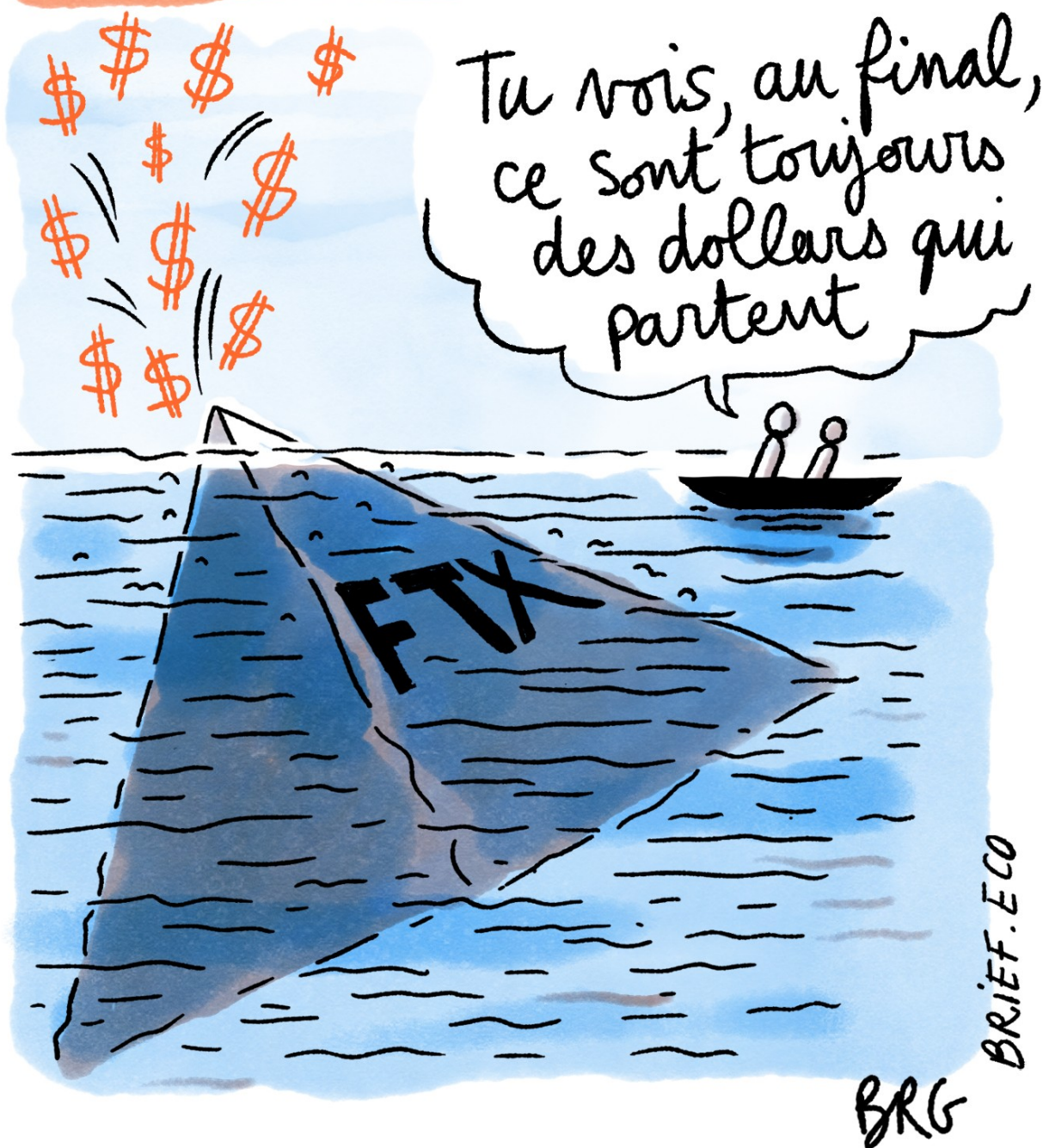


# Faillite d'une plateforme d'échange de cryptomonnaies



# L'utilisation des cryptomonnaies

La plateforme d'échange de cryptomonnaies FTX doit plus de 3 milliards de dollars à ses plus importants créanciers. Conçues à l'origine comme un instrument de paiement, ces monnaies numériques sont devenues des supports d'investissement et sont souvent utilisées à des fins spéculatives.

## L'actualité

Début novembre 2022, le nouveau dirigeant de FTX, John Ray, a critiqué la gestion de cette plateforme d'échange de cryptomonnaies, dont le siège social se situe aux Bahamas. « Jamais dans ma carrière je n'ai vu un échec aussi complet des mécanismes de contrôle d'une entreprise et une absence aussi flagrante d'informations financières fiables », a-t-il déclaré dans un document judiciaire déposé jeudi dernier auprès d'un tribunal des faillites de l'État américain du Delaware.

Cet avocat spécialisé dans les restructurations a été nommé le 11 novembre à la tête de FTX, après le placement de cette entreprise sous le régime américain des faillites. Considérée comme l'une des plus importantes plateformes d'échange de cryptomonnaies au monde, FTX reposait sur un montage financier risqué que le média américain Coindesk a révélé début novembre. Cette information a incité Binance, la principale plateforme d'échange de cryptomonnaies, à ne plus accepter les FTT, la cryptomonnaie associée à FTX. Le cours des FTT s'est effondré. Les détenteurs de cette cryptomonnaie ont massivement cherché à vendre leurs actifs et FTX n'était pas en mesure de tous les rembourser.

FTX doit environ 3,1 milliards de dollars à ses cinquante plus gros créanciers, selon un document judiciaire consulté dimanche dernier par l'AFP. Le vice-président de la Banque centrale européenne, Luis de Guindos, a déclaré mercredi dernier que la faillite de FTX n'avait « jusqu'à présent » pas eu « d'incidence en termes de stabilité financière pour les marchés financiers au sens large ».

## Fonctionnement des cryptomonnaies

Les cryptomonnaies comme le bitcoin et l'ether sont des monnaies privées : elles ne sont émises ni par une banque centrale ni par une institution financière. Elles n'ont donc pas de cours légal – les commerçants peuvent les refuser. Ces monnaies numériques permettent d'effectuer des paiements en ligne sans intermédiaire, c'est-à-dire sans qu'une banque vérifie les transactions. Pour les sécuriser, ces échanges sont protégés par la cryptographie et sont enregistrés dans un registre public, appelé blockchain, par une communauté d'internautes nommés mineurs. Lorsqu'ils valident les transactions, les mineurs sont récompensés en recevant de nouvelles unités de cryptomonnaies tout juste créées. Ces récompenses sont donc à l'origine de la création monétaire. Les non-mineurs peuvent acquérir des cryptomonnaies contre de la monnaie ayant cours légal en passant par un courtier ou une plateforme d'échange telle que Binance. Les cryptomonnaies peuvent être transférées via internet et de façon anonyme entre les utilisateurs.

## Développement des cryptomonnaies

Les premières cryptomonnaies ont été créées par des libertariens, des personnes prônant une intervention minimale de l'État, rappelait Laurent Quignon, économiste chez BNP Paribas, dans une étude de 2020. Leur objectif était de contourner les banques pour préserver la liberté d'échanges et l'anonymat, ajoutait-il. En 2021, plus de 210 000 commerces dans le monde acceptaient les paiements en cryptomonnaies, selon les estimations du cabinet Azzana Consulting, spécialisé dans la gestion de trésorerie. Le recours aux cryptomonnaies « peut s'avérer très utile » dans les pays ayant un système politique défaillant ou rigide, analysait l'économiste Bruno Biais dans une étude de 2018. Il citait l'exemple de Chinois qui les utilisent pour échapper aux contrôles du gouvernement sur les transferts de capitaux à l'étranger. L'anonymat garanti par les cryptomonnaies favorise aussi leur usage « à des fins criminelles (vente sur Internet de biens ou services illicites) » ainsi qu'à « des fins de blanchiment ou de financement du terrorisme », affirmait la Banque de France, la banque centrale française, dans une étude de 2018.

En juin 2021, plus de 220 millions de personnes possédaient des cryptomonnaies, contre 5 millions en 2016, selon une [étude publiée mi-novembre](#) par la Banque des règlements internationaux, une institution internationale dont les actionnaires sont des banques centrales.

### **L'aspect spéculatif**

« Faute de démontrer leur potentiel en tant que moyen de paiement », les cryptomonnaies ont été accumulées par « les spéculateurs » dans « l'espoir de voir les cours grimper sans fin », estimait le FMI, un organisme chargé de garantir la stabilité financière mondiale, dans un article de septembre. Or, ces actifs n'ont pas de « valeur intrinsèque » dans la mesure où ils sont émis « sans considération des besoins de l'économie », expliquait la Banque de France [dans son étude de 2018 \[PDF\]](#). Pour un investisseur en cryptomonnaies, le seul moyen de récupérer ses fonds dans une monnaie officielle est de trouver des personnes prêtes à lui acheter ses cryptomonnaies. Si la demande baisse, les cours peuvent donc s'effondrer. Dans un ouvrage publié en 1976, l'économiste libéral Friedrich Hayek plaidait pour que des organismes privés puissent émettre leur propre monnaie. Selon lui, la [concurrence](#) entre ces devises devait entraîner une plus grande stabilité monétaire que celle offerte par les monnaies des banques centrales. Cette théorie ne s'est pas vérifiée avec les cryptomonnaies.

### **L'expérience du Salvador**

En septembre 2021, le Salvador est devenu le premier État à donner un cours légal au bitcoin, obligeant les entreprises à accepter cette cryptomonnaie au même titre que le dollar américain, l'autre monnaie officielle du pays. L'exécutif avait expliqué vouloir améliorer la capacité des citoyens à accéder aux produits et services financiers, alors que près de 65 % d'entre eux n'ont pas de compte bancaire, selon la [Banque mondiale](#). Il souhaitait aussi permettre aux ménages pauvres de payer moins de frais sur l'argent transféré par leurs proches vivant à l'étranger. Pour favoriser l'adoption du bitcoin, le gouvernement a créé un portefeuille électronique et a versé l'équivalent de [30 dollars en bitcoins](#) à chaque personne l'ayant téléchargé sur son téléphone mobile. Cette aide a incité « la moitié des ménages du pays » à télécharger l'application, selon une étude publiée en avril par le NBER, un organisme privé américain de recherche. Cependant, seuls 20 % des téléchargeurs ont continué à utiliser l'application après avoir dépensé les bitcoins fournis, précisait l'étude.

### **Pour aller plus loin**

#### **VALEUR ECONOMIQUE**

Dans une étude publiée en 2018, l'économiste Bruno Biais présente à travers plusieurs infographies le fonctionnement des cryptomonnaies ainsi que la manière dont se forme leur valeur économique.

[Lire son étude \[PDF\]](#).

#### **EXEMPLE SALVADORIEN**

Le Grand Continent, une revue éditée par le Groupe d'études géopolitiques, un centre de recherche indépendant, a publié en mai un dossier sur l'expérience du [bitcoin](#) au Salvador. Il rappelle les moyens utilisés par l'exécutif pour faire adopter cette cryptomonnaie et présente les difficultés qu'elle pose, que ce soit en matière de [volatilité](#), d'anonymat ou d'acceptation par les ménages et les entreprises.

[Lire l'analyse.](#)

**Source :** <https://www.brief.eco/>